

Les subsides

... l'accord permet effectivement d'accroître les importations en provenance des États-Unis, ce qui risque de priver les producteurs canadiens d'une bonne partie du marché du poulet transformé et de la restauration rapide ... Le préjudice peut se manifester très rapidement ... Nous doutons que les investisseurs s'intéressent à ce domaine s'ils savent qu'ils risquent d'y perdre.

Dans le même article, M. Gerald Green, président de la B.C. Fruit Growers Association, aurait déclaré ceci:

«Ce sont les producteurs de fruits et légumes de l'Ouest, surtout en Colombie-Britannique, qui subiront les plus grosses pertes. Les producteurs américains, comme le font remarquer les porte-parole de cette industrie, bénéficient de salaires plus bas et d'un climat plus favorable. C'est très évident dans le domaine du conditionnement, où les frais de main-d'œuvre en Colombie-Britannique sont de 65 p. 100 plus élevés que ceux de leurs concurrents de l'État de Washington» ...

La collectivité agricole pour le moins connaît de vives inquiétudes et fait preuve de beaucoup de scepticisme. Elle n'est en aucun cas aussi favorable à l'accord en ce qui concerne l'agriculture que voudraient nous le faire croire les porte-parole du gouvernement. Les membres de la collectivité agricole et de l'industrie de transformation émettent de très graves réserves.

En outre, nous déplorons que le gouvernement n'intervienne pas lorsque l'esprit et la lettre de l'entente sont violés par les États-Unis, avant même que celle-ci soit étudiée par les deux pays, sous forme des ventes effectuées sur les marchés canadiens traditionnels, aux termes du programme américain de stimulation des exportations, dont j'ai déjà parlé.

Notre critique en matière d'agriculture a déjà fait remarquer que ce programme a été englobé dans le programme d'exportation des produits américains et dispose d'un budget illimité. Loin d'être un programme temporaire, il va être maintenu et étendu.

Comment le gouvernement concilie-t-il ce genre de ventes subventionnées de céréales avec les termes de l'accord sur l'usage des marchés d'exportation à l'égard d'autres subventions. Il se contente de dire que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) en discutera avec le secrétaire d'État américain, George Shultz, et d'affirmer que peu importe si cela entraîne des pertes de marchés et une baisse des profits pour les céréaliers canadiens. Naturellement, ce ne sont que les subventions évidentes dont bénéficient les exportations agricoles américaines.

L'accord ne tient pas compte des autres subventions consenties à l'agriculture américaine. Comment l'accord pourrait-il tenir compte par exemple des milliards de dollars dépensés pour améliorer le réseau hydrographique du Missouri et du Mississippi? Aucun péage n'est perçu, naturellement, mais que dire de l'argent dépensé pour en faire une grande voie de transport pour les céréales? Comment va-t-on jamais en rendre compte? Même si on diminue les subventions américaines actuelles accordées à l'agriculture—et elles sont plusieurs fois supérieures à celles que reçoit l'agriculture canadienne—cela ne se produira qu'après bien des années et seulement après qu'on aura conclu un accord international. C'est très incertain, étant donné les nombreuses subventions et les améliorations importantes apportées à l'infrastructure agricole qui ont été mises en place par les Américains et qui seront maintenues à notre désavantage.

Le gouvernement continuera à prétendre que les règles du jeu sont les mêmes pour le Canada et les États-Unis, mais l'agriculture canadienne ne cesse d'être victime de nouvelles

pertes. Il n'est pas surprenant que, plus ils apprennent de détails au sujet de l'accord, plus le secteur agricole et le secteur alimentaire deviennent sceptiques.

Je vais conclure en rappelant les initiatives prises par les Américains depuis le début des négociations. Je suppose que si l'on avait essayé de bonne foi de parvenir à un accord, on aurait maintenu le statu quo pendant les discussions et les négociations. C'est ce que feraient des gens honnêtes envisageant une affaire sérieuse.

Pendant les négociations, les Américains ont imposé des droits compensateurs sur les résineux, les bardeaux, les tuyaux en acier, la potasse, le poisson, les aciers spéciaux, et sur au moins trois denrées agricoles: le porc, les fraises et les grains. Tout cela alors qu'ils étaient censés négocier avec nous de bonne foi, en vue de parvenir à un accord qui serait juste pour les deux parties.

Le gouvernement a tout bradé, et nous n'avons certainement pas l'intention d'appuyer sa proposition.

• (1800)

M. Gormley: Madame la Présidente, je voudrais poser une question que je voudrais faire précéder d'un petit préambule. Si l'on avait suivi le débat aujourd'hui, on aurait assisté au spectacle incroyable des députés de l'Ouest du Nouveau parti démocratique critiquant le gouvernement pour sa politique agricole et pour les conséquences du libre-échange sur l'agriculture, et les gens auraient posé plusieurs questions. Les agriculteurs de l'Ouest, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, sont-ils cyniques, lents à comprendre et crédules? Bien sûr que non.

Certains d'entre nous représentent vraiment les aspirations des agriculteurs de l'Ouest. Contrairement au député de Humboldt—Lake Centre (M. Althouse), qui est l'auteur de cette motion ignoble, et contrairement aux députés du Manitoba, il convient de noter ce que le Nouveau parti démocratique a fait pour l'agriculture.

En Saskatchewan, nous avons clairement renié le NPD au cours de deux élections provinciales. Le NPD a gagné un siège rural. Au Manitoba, où le gouvernement du Canada a dépensé des centaines de millions de dollars, le gouvernement provincial a débloqué 83 millions pour venir en aide aux agriculteurs. Aucun gouvernement fédéral ou provincial n'a fait aussi peu pour les agriculteurs des Prairies.

Pendant que la Rome de l'agriculture brûle, c'est le député d'Oshawa (M. Broadbent) qui mène la danse; c'est lui qui tient le violon et c'est Bob White qui tient l'archet.

Des voix: Oh, oh!

M. Gormley: Si nous examinons attentivement la question de l'agriculture dans le contexte du libre-échange, il apparaît clairement aux yeux de la plupart des porte-parole des agriculteurs et de ceux qui viennent de l'Ouest du Canada qu'un accord de libre-échange présente des avantages considérables. Entendre le député de Humboldt—Lake Centre, qui n'habite même pas dans sa circonscription ni en Saskatchewan, parler à la Chambre des agriculteurs des Prairies et du libre-échange est renversant au point qu'on a peine à le croire. Moi qui suis de l'Ouest, je suis même outré par cette attitude de la part du Nouveau parti démocratique.